

*Initiatives ministérielles*

moyennes entreprises, car il le fait à nos risques et périls à tous. Parmi les problèmes qui affligent les entreprises, on peut évidemment songer tout de suite à la TPS. Parlez aux chefs de petites entreprises et demandez-leur si la TPS a eu des effets positifs, non seulement en ce qui concerne les dépenses qu'il leur a fallu engager pour mettre en place le système de perception de cette taxe, mais aussi par rapport à la baisse de leurs chiffres d'affaires et à leur part de marché.

Faut-il se surprendre que certaines de ces petites entreprises fassent leurs transactions en argent comptant? En instaurant la TPS et en augmentant les impôts à une trentaine de reprises au cours des dernières années, le gouvernement a contribué à l'expansion de l'économie parallèle.

• (1600)

Le gouvernement n'a donc pas les revenus qu'il avait prévus parce que ces entreprises ont trouvé des moyens de contourner le système. Dans ma rue, dans la région de Toronto, lorsque les clients des peintres leur demandent leur prix, ils répondent: «Cela dépend. Si vous payez par chèque, c'est plus cher que si vous payez comptant.» C'est moins cher de payer comptant parce qu'ils peuvent ainsi éviter la TPS.

Je ne veux pas encourager les gens et les entreprises à enfreindre la loi, mais il faut bien admettre que l'économie parallèle est florissante.

Nous parlons de réglementation et du fardeau de la paperasse, mais il y a aussi la modification constante des règlements qui empêche le petit entrepreneur de planifier sans problème et de garder son entreprise à jour. Un palier de gouvernement impose un jour un certain régime et cinq mois plus tard, il adopte un nouveau règlement qui vient tout bouleverser quand ce n'est pas un nouveau règlement qui entre en contradiction avec ceux d'un autre palier de gouvernement.

Ce que les petites entreprises demandent, c'est d'avoir le temps de prévoir et d'organiser leurs activités en fonction d'un ensemble de règles dans lequel elles se retrouvent et ne pas avoir à s'adapter à des règles qui changent constamment.

Les gens ont parlé des banques et du rôle des établissements de prêt. Comment se fait-il que nous entendons les petits entrepreneurs qui fréquentent la même banque ou la même société de fiducie pendant 20, 25 ou 30 ans dire qu'ils ne peuvent plus rien obtenir? Pourquoi nos cinq grandes banques comptent-elles parmi les établissements de prêt les plus mesquins du monde?

Je ne préconise pas une déréglementation comme celle qui a été introduite aux États-Unis. Comme d'autres députés avant moi l'ont dit avec éloquence, nous devons admettre que les établissements de prêt sont aussi responsables de l'économie nationale.

Les banquiers qui disent que les gouvernements doivent prendre les choses en main doivent admettre qu'eux aussi ont un grand rôle à jouer dans l'économie nationale. Il leur faut être comme les entrepreneurs et prendre des risques. Ils doivent faire confiance aux clients qui ont été prospères pendant des années et qui ont aussi assuré la prospérité des banques. Il leur faut faire preuve de compréhension et ne pas rappeler les prêts au premier signe de difficulté. Ils doivent s'engager et redoubler d'efforts, surtout lorsque les choses vont mal, pas seulement lorsque tout va bien.

C'est décourageant pour le petit entrepreneur de ne pas pouvoir obtenir les fonds de roulement dont il a besoin de l'institution bancaire locale où il dépose son argent depuis des années et dont il connaît le gérant depuis toutes ces années, après avoir suivi les bons conseils et les conseils de placement de cette institution. Au moment où il aurait le plus besoin de l'avoir de son bord, pour l'aider, le conseiller, le rassurer et lui redonner confiance, tout d'un coup, la banque oublie qu'ils font affaire ensemble depuis 30 ans.

Pour couronner le tout, l'entrepreneur entend dire sur l'entrefaite que des grandes sociétés, renflouées à grands coups de subventions et d'encouragements provenant des gouvernements fédéral et provinciaux, déménagent à l'extérieur du pays à toute vitesse quand bon leur semble. De toute évidence, cela ne peut servir à faire croire à ces petits entrepreneurs qu'ils ont un rôle important à jouer sur le marché.

Ce n'est pas purement par façade que le gouvernement a majoré le montant maximal des prêts, dans le budget d'abord et encore dans l'exposé économique, le faisant ainsi monter successivement de 100 000 \$ à 200 000 \$ et à 250 000 \$. Qui essaye-t-il de leurrer? Croit-il qu'en jetant ainsi de la poudre aux yeux, il va vraiment aider les petits entrepreneurs à mettre la main sur les fonds dont ils ont besoin?

Comme mon collègue le député de Parkdale—High Park le faisait observer à l'instant, à quoi bon ce tour de passe-passe qui fait s'élever le montant maximal des prêts de 100 000 \$ à 250 000 \$ quand on ne peut même pas obtenir un prêt de 30 000 \$ à la banque? Les applau-